

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je dois signaler au ministre qu'il lui faut obtenir la permission du député.

**L'hon. M. Mitchell:** Il parle comme un partisan de Trotsky.

**M. Young:** Il est fort regrettable...

**Des voix:** Oui.

**M. Young:** Je puis dire à mon honorable ami que nous, socialistes, avons entendu des auditoires nous lancer des lazzis et des tollés depuis plus de soixante-dix ans et que nous sommes plus que capables de résister aux interruptions qu'il leur plaira de faire. Je m'adresse maintenant aux Canadiens, tout comme, à votre tour, vous vous adressez... (*Exclamations*) Je crois que la population canadienne sera plus disposée à m'écouter qu'elle ne le serait à vous écouter, vous. (*Exclamations*)

**M. Mutch:** Nous n'avons que faire ici d'un trotskyste.

**M. Young:** Je tiens à signaler que le cours de l'évolution politique de notre pays montre, —l'histoire devrait enseigner cette leçon aux occupants des banquettes ministérielles,—que rien ne dure éternellement et qu'ils sont compris là-dedans.

**M. Mutch:** Quarante minutes seulement.

**M. Young:** Leur politique, fondée qu'elle est sur le laissez faire de John Stuart Mill du dix-neuvième siècle, doit avec le temps paraître désuète aux yeux des gens, alors que le programme que représente mon parti, né des besoins et des exigences d'une civilisation très avancée du vingtième siècle, devra nécessairement et logiquement satisfaire les esprits. Je rappelle aux honorables députés que notre manière de voir le Pacte atlantique a plus de chances de correspondre à la pensée de l'homme moderne que la leur.

**M. Sinclair:** Surtout en Colombie-Britannique.

**M. Young:** S'il plaît aux députés de m'interrompre, il me plaît également de poursuivre mes observations. Je tentais de signaler au ministre du Travail (M. Mitchell) pourquoi nous devons considérer les habitants de l'Europe orientale avec sympathie au lieu d'avec mépris. Dans quelle situation se trouvaient-ils en 1917? Ces gens, illettrés dans la proportion de 82 p. 100, dont plusieurs ne pouvaient absorber qu'au plus quelques idées bien simples qui leur étaient exposées au moyen de mots d'ordre par le parti bolcheviste, qui avait pris le pouvoir après avoir renversé le monstrueux régime fasciste et tsariste, ces gens, dis-je, n'ont pas reçu le traitement humanitaire et fraternel auquel

ils étaient en droit de s'attendre dans l'adversité. Ils ont été entourés d'un cordon sanitaire. C'est ainsi qu'on a jeté en eux cette méfiance dont nous souffrons aujourd'hui quand nous rencontrons leurs représentants au sein de l'Organisation des Nations Unies. Nos efforts en vue d'obtenir une certaine collaboration se heurtent à une hostilité irréductible. Pour que nous puissions réaliser la paix internationale, il faut, non seulement que les Russes modifient leur façon de voir les choses, mais encore que nos représentants modifient la leur.

Notre attitude envers ces gens qu'on nous représente comme nos ennemis doit se transformer: il nous faut envisager les problèmes mondiaux en vue de la paix et nous efforcer sans cesse de collaborer à leur solution. La signature de traités ne peut, à elle seule, assurer la paix. Il nous faut faire ressortir le caractère pacifique de ce pacte de l'Atlantique-Nord, souligner le désir qui existe chez les signataires du pacte, chez notre Gouvernement et chez notre population, de ne négliger aucun effort en vue de régler les différends, si graves soient-ils, qui séparent les malheureuses dictatures de l'Europe orientale et les démocraties progressives du monde occidental.

Si nous pouvions, au moyen de négociations, convaincre cette grande puissance qui couvre le sixième du globe, de notre désir de l'aider à relever son niveau de vie au sommet qu'a atteint l'Amérique du Nord, nous aurions peut-être alors avec elle des rapports pacifiques. Voilà la pensée que je donne à méditer aux membres du Gouvernement. Un million de réfrigérateurs, de radios et de voitures Ford feraient plus de bien en Europe orientale qu'un million de baïonnettes. Notre Gouvernement a l'obligation d'épargner des millions de vies en notre pays ainsi que des millions de vies en Russie, par son attitude envers le monde oriental.

Je ne me suis pas levé pour semoncer mes amis vis-à-vis, car nous admirons à peu près également les principes démocratiques. Cependant, je les adjure de reconnaître que le pacte devra avoir une plus grande portée et embrasser d'autres pays que les signataires actuels. Notre groupe aimerait que toutes les nations démocratiques du monde adhèrent à ce pacte. S'il est possible d'inclure dans la collectivité de l'Atlantique, l'Italie, qui est au centre de la Méditerranée, il y aura peut-être moyen d'inclure l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs pays social-démocratiques en dehors de la région de l'Atlantique-Nord.

Il nous sera peut-être possible de faire en sorte que certains pays que nous considérons aujourd'hui sous l'influence de la Russie,